Alors que les conditions de rentrée sont particulièrement difficiles tant pour les personnels que pour les étudiant·es frappé·es par une pauvreté croissante, le Président de la République a multiplié les provocations, les amalgames et les propos méprisants, affirmant que les difficultés du service public de l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) ne relèvent pas d'un manque de financement mais d'une gestion inefficace! La ministre de ESR a, dans la lignée, affirmé qu'il n'y aurait pas de "miracle" budgétaire et que les établissements, pour certains déjà exsangues, devraient puiser dans leurs fonds de roulement et inventer un nouveau « modèle économique »... et ce, avant même que le budget ne soit présenté devant le conseil des ministres.

Ce discours trompeur du gouvernement révèle un projet de société abandonnant l'objectif de démocratisation. Il manifeste la volonté de réduire le service public de l'ESR à peau de chagrin, alors qu'au même moment l'ESR privé, discrètement mais abondamment financé par l'argent public, ne s'est jamais aussi bien porté.

Les services publics sont une richesse pour toutes et tous. Ils représentent un investissement pour l'ensemble de la société. Nos organisations refusent les politiques de diminution de la dépense publique dans le budget général de l'état qui sapent les services publics, et parmi eux, celui de l'ESR. L'augmentation de budget de 1 Mds pour l'ESR ne compense même pas l'inflation et ne permettra ni d'atteindre la cible de 1% du PIB pour la recherche publique, ni de recruter le personnel manquant pour accueillir et faire réussir toutes et tous les étudiant·es.

Nos organisations syndicales défendent un budget ambitieux pour l'ESR et une Université gratuite, ouverte à toutes et tous dont la mission est de former au plus haut niveau de qualification des citoyennes et des citoyens éclairé·es et libres.

Elles rappellent l'urgence d'une augmentation générale des traitements et salaires ainsi que la revalorisation immédiate des heures complémentaires d'enseignement et des vacations payées actuellement en taux horaire sous le SMIC.

Seul le recrutement massif de titulaires et la titularisation des contractuel·les sur fonctions pérennes permettra d'améliorer le taux d'encadrement, de diminuer le nombre d'heures complémentaires et le recours aux vacataires et aux contractuel·les sous-payé·es et de donner aux personnels de l'ESR la possibilité de se consacrer enfin pleinement à leurs missions de formation et de recherche.

À cette rentrée, un grand nombre d'étudiant·es se retrouve à nouveau sans affectation, en L1 ou en master, en raison des dysfonctionnements de la plateforme « Mon master » et de l'insuffisance de places financées par l'État pour répondre à la demande et rendre le droit à la poursuite d'études effectif. Nombre d'entre elles et eux sont en situation de pauvreté et certain·es n'ont par ailleurs même pas de logement.

Depuis la fin de l'année universitaire 2022-2023, de nombreuses et nombreux collègues des universités sont mobilisé·es pour dénoncer la situation des enseignant·es du second degré et assimilé·es affecté·es dans le supérieur. Ils revendiquent notamment le réalignement de leur prime statutaire sur celle des enseignant·es-chercheur·es.

Ce mouvement s’inscrit dans un ras le bol général de la communauté universitaire, lié entre autres à la dégradation des conditions de travail conséquence du sous-investissement chronique dans l’ESR.

Nos organisations appellent toutes et tous les personnels et étudiant·es à se mobiliser pour défendre le service public de l'ESR, améliorer les rémunérations et les conditions de travail et d'études et refuser de toute régression sociale.

Pour toutes ces raisons, elles appellent les personnels et les étudiant·es à se joindre massivement aux différentes actions, rassemblements, manifestations, débrayages et grèves organisées lors de la journée de mobilisation européenne du 13 octobre.

POUR

1.

UN BUDGET AMBITIEUX POUR LE SERVICE PUBLIC DE L'ESR

2.

UN PLAN DE RECRUTEMENT DE TITULAIRES ET DE TITULARISATION DES CONTRACTUEL·LES

3.

L'AUGMENTATION DES SALAIRES ET DU POINT D'INDICE

4.

L'ÉGALITÉ SALARIALE ET DE CARRIÈRE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

5.

LA REVALORISATION DE LA RÉMUNÉRATION DES HEURES DE VACATION ET LEUR MENSUAL

6.

UNE ALLOCATION D'AUTONOMIE POUR TOUTES ET TOUS LES ÉTUDIANT·ES

7.

LA CONSTRUCTION MASSIVE DE LOGEMENTS CROUS ET L'AUGMENTATION DES AIDES AU L

8.

LE MAINTIEN DES MISSIONS ET PRÉROGATIVES DU CROUS AVEC LES DOTATIONS NÉCESSA

9.

LE FINANCEMENT D'UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE SOCIALEMENT JUSTE .

10.

UNE REVALORISATION DES RETRAITES ET DES MINIMAS SOCIAUX

CONTRE

LA RÉFORME DES RETRAITES 2023